



**HAL**  
open science

## Guatemala : 1944-1954, la mémoire d'une révolution oubliée

Erica Guevara

► **To cite this version:**

Erica Guevara. Guatemala : 1944-1954, la mémoire d'une révolution oubliée. Les Études du CERI, 2014, n° 207-208, pp.35-38. hal-04306126

**HAL Id: hal-04306126**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04306126>**

Submitted on 15 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Deuxième partie

## **L'Amérique latine face à l'histoire**

## Guatemala : 1944-1954, la mémoire d'une révolution oubliée

Erica Guevara

Le renversement du dictateur Jorge Ubico en 1944 marque le début du « printemps démocratique » guatémaltèque, dix années durant lesquelles se sont produits des changements politiques et sociaux majeurs dans l'histoire du pays, incarnées par deux figures principales : les présidents Juan José Arévalo (1945-1951) et Jacobo Arbenz (1951-1954). L'année 2014 célèbre ainsi le 70<sup>e</sup> anniversaire de la « révolution d'octobre » guatémaltèque, mais aussi le 60<sup>e</sup> anniversaire de la chute du gouvernement de Jacobo Arbenz consécutive au coup d'Etat du colonel Carlos Castillo Armas (juillet 1954), qui inaugure une longue période d'instabilité politique et de répression des mouvements sociaux. Souvent absente des livres d'histoire latino-américaine, la révolution guatémaltèque précède et influence pourtant la révolution cubaine<sup>1</sup>. Les événements de 1954 sont aussi l'un des premiers exemples de soutien (longtemps nié) des Etats-Unis à un « coup d'Etat préventif », soi-disant motivé par la peur d'une contagion du communisme. Soixante ans après, se pose donc la question de la mémoire historique : quelle trace cette parenthèse démocratique a-t-elle laissée dans l'histoire guatémaltèque et latino-américaine ?

### DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE DE 1944 AU COUP D'ÉTAT DE 1954

C'est tout d'abord une importante mobilisation sociale qui met fin à la dictature de Jorge Ubico, qui démissionne en juillet 1944 après treize années au pouvoir. S'ensuivent quelques mois de troubles, pendant lesquels un nouveau pouvoir dictatorial tente de s'installer, avec le général Federico Ponce Vaidés à sa tête. C'est finalement un triumvirat composé de deux jeunes militaires (Jacobo Arbenz et Francisco Javier Arana) et d'un commerçant (Jorge Toriello Garrido) qui prend le pouvoir en octobre avec le soutien de l'armée, des instituteurs et des étudiants, et met en place une assemblée révolutionnaire, puis une assemblée constituante en 1945.

Le Guatemala connaît alors une situation économique difficile : le pays ne s'est jamais vraiment remis de la crise de 1929 et pâtit de la réduction des exportations qu'entraîne la Seconde Guerre mondiale. Très exposé aux fluctuations du commerce international, comme toute la région centraméricaine, le pays est soumis aux aléas du modèle agro-exportateur et des économies d'« enclave », dont les activités de la United Fruit Company (UFCo)<sup>2</sup> sont l'idéal-type. Le « poulpe » exploite une grande quantité de terres à moindres frais et monopolise également les réseaux de transport (via l'International Railways of Central America) et d'exploitation électrique (accords avec l'entreprise américaine Electric Bond and Share Co). L'inégale répartition des terres apparaît ainsi comme la principale source de tension : en 1950, 72 % des terres guatémaltèques sont accaparées par 2 % des grandes propriétés rurales (*fincas*)<sup>3</sup>. Par ailleurs, le droit du travail est quasiment inexistant à l'époque,

---

<sup>1</sup> A propos de l'influence de la révolution guatémaltèque et de sa chute sur les leaders de la révolution cubaine (dont Che Guevara, qui se trouve au Guatemala en 1954 et se voit contraint de s'exiler au Mexique), voir R. Immerman, *The CIA in Guatemala. The Foreign Policy of Intervention*, Austin, University of Texas Press, 1982 ; ou S. Jonas, *Guatemala : plan piloto para el continente*, San José, EDUCA, 1981.

<sup>2</sup> Symbole de l'impérialisme américain, la United Fruit Company était une entreprise bananière établie dans une dizaine de pays latino-américain, dont le siège était aux Etats-Unis. Fondée en 1899, elle prend le nom de Chiquita Brands International en 1989.

<sup>3</sup> Voir CEPAL, « La estructura agraria y el campesinado en El Salvador, Guatemala y Honduras », ONU, 2001, p. 22 ([www.cepal.org/publicaciones/xml/7/9587/1492.pdf](http://www.cepal.org/publicaciones/xml/7/9587/1492.pdf)).

le général Ubico ayant même fait approuver une « loi contre la paresse » (*ley contra la vagancia*) qui autorise à forcer tout saisonnier « oisif » à travailler<sup>4</sup>.

Ce contexte marque profondément les programmes des deux présidents qui se succèdent pendant cette période, Juan José Arévalo et Jacobo Arbenz. Le premier initie des réformes majeures : adoption du premier Code du travail (toujours en vigueur), création d'un ministère de l'Economie et du Travail et de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS). Il fonde également l'Institut de nutrition d'Amérique centrale et du Panama et approuve une loi accordant l'autonomie à l'Université San Carlos de Guatemala (USAC), dont les directeurs étaient auparavant nommés par le dictateur.

Son successeur, Jacobo Arbenz, entreprend une politique décisive qui lui attire très rapidement les foudres de l'élite oligarchique, mais aussi des Etats-Unis : la réforme agraire. Parmi les mesures phares de cette réforme, le « décret 900 » autorisant l'Etat à exproprier les terres en friche est celle qui crée le plus de remous. L'UFCo fait partie des propriétaires affectés par l'expropriation : bien qu'indemnisée, elle perd environ 400 000 hectares<sup>5</sup>. D'autres projets d'infrastructure viennent aussi menacer les intérêts américains au Guatemala, tels que la construction de l'« Autoroute vers l'Atlantique » (menaçant le monopole ferroviaire sur les transports), celle du port Santo Tomas de Castilla (qui concurrence le port contrôlé par la UFCo), ou encore la création d'une entreprise hydroélectrique nationale (Jurun Marinala).

Observateur attentif et inquiet des changements politiques en cours au Guatemala, le gouvernement des Etats-Unis se prononce ouvertement contre le gouvernement de Jacobo Arbenz à l'occasion du sommet de l'Organisation des Etats américains (OEA) de Caracas en mars 1954, à l'issue duquel est adoptée une « Déclaration de solidarité pour la préservation de l'intégrité politique des Etats américains contre l'intervention communiste ». Le secrétaire d'Etat John Foster Dulles critique le gouvernement guatémaltèque, suspect de sympathie communiste<sup>6</sup>. Arbenz est isolé, aucun gouvernement latino-américain ne lui ayant apporté son soutien pendant le sommet.

Peu après, en juin 1954, la « contre-révolution » est lancée : un groupe de mercenaires guatémaltèques, nicaraguayens et américains en provenance du Honduras, emmené par le colonel en exil Carlos Castillo Armas, marche sur la capitale. Les forces dont dispose ce dernier sont limitées, mais le soutien non officiel des Etats-Unis et de son Agence centrale du renseignement (CIA), à travers l'opération clandestine PB/SUCCESS, permet à Castillo Armas de faire tomber le gouvernement. Trahi par l'armée, Jacobo Arbenz démissionne le 27 juin 1954<sup>7</sup> et part en exil peu après.

## 1954 : LE DÉBUT DE L'INSTABILITÉ POLITIQUE AU GUATEMALA ?

La longue période d'instabilité politique que connaît le pays depuis cette séquence historique peut difficilement être exclusivement imputée au coup d'Etat de 1954, les coups d'Etat postérieurs (au moins cinq depuis 1954<sup>8</sup>, sans compter les nombreuses tentatives) et la guerre civile (qui oppose des guérillas aux forces armées entre 1960 et 1996) ayant des causes multiples et particulières. Il est cependant possible de soutenir que la brusque démission du gouvernement Arbenz a durablement mis fin à toute tentative de réforme agraire et a conduit à la diabolisation et à la répression des mouvements sociaux de gauche dans le pays.

---

<sup>4</sup> Voir le décret 1996 de 1934. Si les saisonniers n'étaient pas en mesure de prouver qu'ils avaient travaillé au moins cent journées (*jornadas*) par an, ils étaient obligés à travailler gratuitement à la construction des voies.

<sup>5</sup> R. Immerman, « Guatemala as cold war history », *Political Science Quarterly*, vol. 95, n° 4, 1980-1981, p. 636.

<sup>6</sup> Voir le discours de John Foster Dulles sur le Guatemala : [www.youtube.com/watch?v=02Wu8uu9X-0](http://www.youtube.com/watch?v=02Wu8uu9X-0).

<sup>7</sup> Voir le discours de démission de Jacobo Arbenz : [www.youtube.com/watch?v=WXFihj4wD\\_k](http://www.youtube.com/watch?v=WXFihj4wD_k).

<sup>8</sup> Des juntes militaires prennent le pouvoir en 1957 et en 1982, sans parler des coups d'Etat de 1963 et de 1983.

La loi préventive pénale contre le communisme est décrétée dès le 24 août 1954. Un Front anticommuniste national, un Comité de défense contre le communisme, puis un Département de défense contre le communisme sont également instaurés, et l'interdiction de partis pour raisons idéologiques est introduite dans la Constitution de 1956<sup>9</sup>. Longtemps interdits et persécutés, le Parti guatémaltèque du travail (PGT) ainsi que d'autres organisations de gauche opèrent dans la clandestinité et donnent naissance à des groupes armés. L'exil frappe également les membres des gouvernements d'Arévalo et d'Arbenz, ainsi que de nombreux leaders militants. Par ailleurs, la thématique des revendications agraires, et donc de la répartition des terres aux populations indigènes, est indissociablement liée aux gouvernements du « printemps démocratique ».

Bien que la relation de causalité ne puisse être clairement établie, certains auteurs soutiennent que c'est en 1954 qu'émergent la pensée, les idées et les projets politiques qui formeront les racines idéologiques de la terreur d'Etat au Guatemala, et que c'est dans cet épisode qu'il faut chercher les ressorts de la violence extrême qui frappera le pays dans les décennies suivantes, y compris ceux des « pratiques génocides » de 1981 et de 1982<sup>10</sup>. Parmi ces « idées et principes de la contre-révolution » se trouvent l'anticommunisme transformé en idéologie d'Etat, la doctrine de sécurité nationale, le mythe du dictateur Jorge Ubico, la question de la propriété de la terre (intrinsèquement liée au facteur raciste, et donc au rejet des populations indigènes), le rôle ambigu du clergé et la culture politique associée à la grande plantation (*hacienda*)<sup>11</sup>.

## LA MÉMOIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET DU COUP D'ÉTAT AUJOURD'HUI

Les gouvernements Arévalo et Arbenz étaient-ils « vraiment » communistes ? Ne s'agissait-il pas plutôt de réformistes démocrates porteurs d'un projet de modernisation nationaliste et capitaliste ? La révolution d'octobre est-elle le produit d'influences soviétiques ou bien est-elle l'aboutissement d'un processus politique endogène ? Quel a été le rôle exact des Etats-Unis dans le renversement de Jacobo Arbenz ? Et celui de la United Fruit Company dans l'intervention américaine ? Comment s'est déroulée l'opération clandestine PB/SUCCESS ? Telles sont les questions qui sous-tendent la littérature sur le coup d'Etat de 1954, qui ne se développe qu'à partir des années 1980 avec la progressive ouverture des archives confidentielles des départements de sécurité américains<sup>12</sup>.

Longtemps niée, la participation des Etats-Unis dans le coup d'Etat de 1954 est officiellement reconnue par la CIA en mai 1997. Environ 1 400 pages (sur les 100 000 pages secrètes censées porter sur l'opération PB/SUCCESS) sont alors déclassifiées par l'agence de renseignement. Parmi ces documents, des mémorandums d'échanges avec le président mentionnant des listes de personnes « à neutraliser » (dont les noms ont été effacés). Presque trois millions de dollars ont été investis dans l'organisation d'actions de guerre psychologiques et antissubversives<sup>13</sup>.

L'analyse des archives confidentielles conduit à dresser un panorama très critique de l'intervention américaine au Guatemala : aveuglé par une « illusion d'omnipotence », désireux de faire du pays « une vitrine de la démocratie », mais induit en erreur par une très mauvaise évaluation du contexte

---

<sup>9</sup> Voir C. D. Brockett, « An illusion of omnipotence: US policy toward Guatemala, 1954-1960 », *Latin American Politics and Society*, vol. 44, n° 1, 2002, pp. 102-103.

<sup>10</sup> M. E. Vela Castaneda, « Guatemala, 1954 : las ideas de la contrarrevolucion », *Foro Internacional*, vol. 45, n° 1, 2005, p. 90.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>12</sup> Voir par exemple : S. Schlesinger, S. Kinzer, *Fruta amarga. La CIA en Guatemala*, Mexico, Siglo Veintiuno Editores, 1982 ; P. Gleijeses, *Shattered hope, the Guatemalan Revolution and the United States*, Princeton, Princeton University Press 1991 ; R. Immerman, *op. cit.*

<sup>13</sup> K. Doyle, P. Kornbluh (dir.), « CIA and assassinations: the Guatemala 1954 Documents », National Security Archive Electronic Briefing Book n° 4, George Washington University (<http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB4/>).

sociopolitique et des intérêts des élites, le gouvernement d'Eisenhower aurait très vite perdu le contrôle de la situation et n'aurait jamais vraiment réussi à orienter les actions du colonel Castillo Armas puis de son successeur, le général Ydigoras Fuentes, et à conduire le pays vers la stabilité politique<sup>14</sup>.

A rebours des éléments les plus couramment avancés pour expliquer le coup d'Etat, l'historien Richard Immerman estime que le facteur politique (la doctrine anticommuniste de guerre froide) aurait été plus déterminant que le facteur économique (les intérêts lésés de l'UFCo) dans le déclenchement de l'intervention américaine. Le président Eisenhower, ainsi que les frères John Foster et Allen Dulles, respectivement secrétaire d'Etat et directeur de la CIA, porteraient pleinement la responsabilité des événements<sup>15</sup>.

Si l'aveu de la responsabilité des Etats-Unis intervient très tardivement, celui du gouvernement guatémaltèque se fait encore plus attendre : ce n'est que cinquante-sept ans après le coup d'Etat, et à la suite d'une plainte déposée par la famille Arbenz auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), que le gouvernement du président Alvaro Colom organise une cérémonie officielle afin de demander pardon à la famille pour ce qui est qualifié de « crime d'Etat<sup>16</sup> ». En plus des excuses officielles, la sentence de la CIDH ordonne la restitution des terres usurpées à la famille, ainsi que la reconnaissance officielle du rôle joué par Arbenz dans l'histoire guatémaltèque, notamment dans les manuels scolaires. L'autoroute vers l'Atlantique, symbole des projets d'infrastructure qu'il a initiés, reçoit aussi son nom<sup>17</sup>.

Si l'anniversaire du coup d'Etat est passé sous silence, la révolution du 20 octobre est en revanche célébrée tous les ans par les syndicats et les mouvements sociaux. Entre 4 000 et 6 000 personnes ont ainsi marché le 20 octobre 2014 pour fêter le 70<sup>e</sup> anniversaire du « printemps démocratique »<sup>18</sup>. En plus des articles de presse relatant le déroulement des faits, une série d'événements, de conférences et de séminaires a été organisée par la Commission commémorative du 70<sup>e</sup> anniversaire de la révolution d'octobre<sup>19</sup>, avec une large participation de l'USAC. Des critiques s'élèvent cependant pour dénoncer l'oubli dont fait l'objet cette période en dehors de certains cercles militants, et en général dans l'historiographie du pays<sup>20</sup>.

Erigée en symbole des mouvements sociaux et associée à d'autres événements dramatiques qui ont marqué leur histoire, la manifestation du 20 octobre est aussi l'occasion de célébrer la mémoire de leaders militants, comme celle de l'étudiant Oliverio Castañeda de León, assassiné le 20 octobre 1978<sup>21</sup>. Elle rallie des figures politiques hétérogènes, comme par exemple des futurs candidats aux élections présidentielles de 2015 – l'écologiste Yuri Melin, membre du parti Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (issu de la guérilla) ou encore l'ancien ministre des Finances du gouvernement d'Alvaro Colom, Juan Alberto Fuentes Knight, dont le père a été assassiné en 1979. Défenseur de la cause indigène, le parti Winaq fondé par le prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú était aussi présent, malgré l'appel d'autres organisations mayas à ne pas participer pour éviter toute instrumentalisation politique<sup>22</sup>. Période cruciale de l'histoire guatémaltèque dont l'histoire reste encore largement à écrire, les années 1944-1954 demeurent un sujet de polarisation du débat publique dans le pays.

<sup>14</sup> Voir C. Brockett, *op. cit.*

<sup>15</sup> R. Immerman, *op. cit.* ; H. Murillo, « La intervención norteamericana en Guatemala. Dos interpretaciones recientes », *Anuario de estudios centroamericanos*, vol. 11, n° 2, 1985, p. 150 (<http://revistas.ucr.ac.cr/index.php/anuario/article/view/3289/3195>).

<sup>16</sup> B. Barreto, « Presidente Álvaro Colom pide perdón a familia Arbenz », *La Prensa Libre*, 21 octobre 2011 ([www.prensalibre.com/noticias/Piden-perdon-familia-Arbenz\\_0\\_576542360.html](http://www.prensalibre.com/noticias/Piden-perdon-familia-Arbenz_0_576542360.html)) ; « Guatemala: una disculpa que tardó 57 años », *BBC Mundo*, 20 octobre 2011 ([www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2011/10/111019\\_guatemala\\_arbenz\\_perdon\\_2\\_cch.shtml](http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2011/10/111019_guatemala_arbenz_perdon_2_cch.shtml)).

<sup>17</sup> OEA, « CIDH expresa satisfacción ante acuerdo de solución amistosa sobre el caso Arbenz de Guatemala », 20 mai 2011 ([www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2011/046.asp](http://www.oas.org/es/cidh/prensa/comunicados/2011/046.asp)).

<sup>18</sup> « Miles de guatemaltecos conmemoran el 70 aniversario de la Revolución de Octubre », *La Informacion*, 21 octobre 2014 ([http://noticias.lainformacion.com/politica/politica-general/miles-de-guatemaltecos-conmemoran-el-70-aniversario-de-la-revolucion-de-octubre\\_xmYIIShW435RpU6SRnzKW4/](http://noticias.lainformacion.com/politica/politica-general/miles-de-guatemaltecos-conmemoran-el-70-aniversario-de-la-revolucion-de-octubre_xmYIIShW435RpU6SRnzKW4/)).

<sup>19</sup> Voir leur page Facebook : [www.facebook.com/pages/70-anos-de-la-Revolucion-de-October-1944/534948586610730](http://www.facebook.com/pages/70-anos-de-la-Revolucion-de-October-1944/534948586610730).

<sup>20</sup> « Revolución de Octubre: Un evento importante, olvidado por muchos », *La Hora*, 20 octobre 2014 (<http://lahora.gt/revolucion-de-octubre-un-evento-importante-olvidado-por-muchos/>).

<sup>21</sup> « Miles de guatemaltecos conmemoran el 70 aniversario de la Revolución de Octubre », *art. cit.*

<sup>22</sup> A. Alay, « Indígenas no marcharán el 20 para evitar politización », *Siglo XXI*, 19 octobre 2012 ([www.s21.com.gt/node/285262](http://www.s21.com.gt/node/285262)).